

économie

Composants électroniques : Emka fait face à la crise

Spécialisée dans la fabrication de cartes électroniques, l'entreprise jongle entre hausse des prix, forte demande et délais qui s'allongent.

La reprise économique est là. Mais elle est peut-être plus forte que prévue. Et paradoxalement, le secteur des composants électroniques est en crise. Après des mois d'arrêt à cause du Covid, les fabricants, le plus souvent basés en Asie, ont dû combler leur retard et doivent approvisionner leurs clients qui font face à une forte demande. Parmi eux : Emka électronique. Basée à Pruniers-en-Sologne, l'entreprise, qui fabrique des cartes électroniques à destination d'industriels, doit se battre pour avoir tous les composants dont elle a besoin.

« Il y a eu une demande énorme après un creux excessif. Quand il y a eu le redémarrage, les distributeurs ont écoulé leurs stocks. Mais face aux incertitudes, ils n'ont pas relancé la fabrication tout de suite », explique Patrick Marionneau, PDG de l'entreprise. Le processus de fabrication de ces composants « est long et on voit une hausse très rapide de la consommation ».

Retour à la normale en 2023

La crise a commencé à pointer le bout de son nez au printemps. « Les trois premiers mois de l'année étaient bons. Les premiers retards ont commencé en avril et ça s'est dégradé ensuite. Nous avons eu des mois où nous devions avoir



L'entreprise fabrique notamment des cartes électroniques.

15 intérimaires mais nous avons baissé progressivement ».

« Nous avons des composants qui se retrouvent repoussés à des délais très éloignés. Pour une commande que l'on doit livrer en novembre 2022, nous avons un composant qui ne sera livré qu'en octobre 2022. Cela met en péril l'activité de nos clients et la nôtre », déplore Patrick Marionneau. À cela s'ajoutent des prix qui sont multipliés par deux, trois, ou cinq : « il faut expliquer au client et qu'il soit d'accord pour lui faire payer un coût supplémentaire. Pour la plupart, ils sont plutôt compréhensifs ».

Sur une carte électronique, des dizaines de composants différents sont nécessaires. S'il vous en manque un seul, le produit ne marchera pas. En somme, un être vous manque et tout est dépeuplé. Du coup, les stocks « augmentent dangereusement. Nous avons de grosses commandes pour de l'éclairage urbain qu'on devait livrer en septembre-octobre. Nous avons les composants qui arrivent mais le dernier ne va arriver qu'en 2022 ».

Pour éviter de tourner au ralenti, l'entreprise a fait du « surbooking » : « Nous avons chargé l'usine avec plus de com-

mandes qu'on puisse prendre ». Ainsi, si des commandes sont annulées, il restera toujours du travail pour les salariés : « On arrive à occuper tout le monde. Nous avons passé juillet et août sans trop de dommages ». Grâce à ce carnet de commandes élevé, l'entreprise s'en sort honorablement. Quant à la crise, elle devrait durer encore une année au moins. « On va poursuivre comme ça jusqu'à fin 2021 et 2022. On ne voit pas de sortie du tunnel avant 2023 », avertit Patrick Marionneau.

Pierre Veillé

(Photo archives NR)

Reine-Claude

billet

Bon appétit

Uber Eats débarque à Romorantin. « La date officielle de lancement » de l'application dans notre ville « est ce jeudi 23 septembre », nous annoncent par mail les communicants de la plateforme de livraison de plats à domicile. Romorantin rejoint donc les 250 agglomérations françaises où Uber Eats est implantée. Les plateformes de ce type font actuellement l'objet de toute l'attention de la justice. Ainsi, on vient d'apprendre que le concurrent d'Uber Eats, Deliveroo, devra répondre en mars 2022 devant le tribunal correctionnel de Paris de « travail dissimulé », le parquet estimant que ses livreurs ne sont pas de vrais travailleurs indépendants et devraient bénéficier du statut de salariés. Partout, en Europe, la pression monte. Ainsi, au début de l'année, la justice italienne a donné 90 jours à plusieurs plateformes, dont Uber Eats, pour modifier les contrats de leurs livreurs. Bon à savoir, avant de passer à table...

en bref

CONFÉRENCE

« Histoire de l'abbaye de Cornilly »

L'abbaye de Cornilly, fondée vers 1804, par un membre de la famille de Donzy, alors seigneurs de Saint-Aignan et par des moines venus de l'abbaye italienne de Vallombreuse, fut victime de bien des tourments de l'histoire. Progressivement désaffectée au profit de son unique fille : l'abbaye de Chezal-Benoît (Cher), celle-ci a aussi subi les outrages du temps et des guerres mais n'en conserve pas moins de très beaux vestiges de son passé monacal. Cette conférence, animée par Valérie Chapeau, chargée de projet « Pays d'art et d'histoire » pour le pays de la Vallée du Cher et du Romorantin, fera découvrir son histoire, son architecture, sa puissance foncière et lèvera un peu le voile sur la vie de ses occupants, moines puis fermiers avant la Révolution.

Samedi 25 septembre, à 17 h, à l'auditorium de la Fabrique Normant, avenue François-Mitterrand à Romorantin. Pass sanitaire obligatoire. Réservations auprès de la Société d'art, d'histoire et d'archéologie de la Sologne (Sahas) au 02.54.76.51.30.

politique

France insoumise : lancement de campagne

Les militants de La France insoumise (LFI) de Romorantin, de la Sologne et de la vallée du Cher, se mettent en ordre de marche pour l'élection présidentielle de 2022. Le programme, c'est le maître mot des militants de LFI. « Nous sommes les seuls à en avoir un. C'est un programme avec une base solide depuis 2017. C'est notre originalité actuelle. Aujourd'hui on assiste à une guerre des personnes avec des propositions qui sortent de nulle part. On ne sort pas des mesures de notre chapeau », tacle Yvon Chéry, militant du



Yvette Binsfeld, Olivier Carré, Yvon Chéry et Francis Brunet.

parti de Jean-Luc Mélenchon. Pendant toute cette campagne présidentielle, les militants iront à la rencontre des élec-

teurs avec leur programme qui se décline en quatre axes : les institutions, l'écologie, le social et l'économie, la politique

internationale. Objectif des propositions « répondre aux crises économique, sociale et écologique, en rupture avec le capitalisme ».

Pour ce faire, une réunion de lancement de campagne est organisée le 25 septembre. Pour Francis Brunet : « Nous avons besoin de convaincre. Nous avons besoin que les gens s'intéressent à cette présidentielle ».

P. V.

Lancement de campagne de La France insoumise, samedi 25 septembre à 15 h au 27, rue du Grand-Vauvert.